

Quelle posture pour l'opposition ?

Plus que quelques jours et la campagne pour la présidentielle du 27 août prochain sera lancée. Si pour l'opposition le mot d'ordre reste le départ d'Ali Bongo Ondimba, il se trouve, toutefois, que l'approche diffère chez les uns et les autres. Aujourd'hui, on note trois approches différentes.

Il y a ceux qui, à l'image de Bruno Ben Moubamba (et Jean François Ntoutoume Emame n'y pense pas moins), qui estiment qu'avec Ali Bongo, il vaut mieux le dégager par la rue et qu'aller au vote avec lui est une pure perte de temps, les dés étant déjà pipés par le fait que l'élection est organisée de bout en bout par ce type qui ne connaît pas un autre langage que celui de la fraude. L'expression de la rue pourrait donc avoir l'avantage de mettre l'usurpateur sous pression et le pousser soit à quitter le pouvoir, soit à verser le sang. Mais comme il craindra certainement de verser trop de sang innocent, il finira bien par partir et, ainsi, la rue aura eu raison de lui. Il y a un autre camp qui, par contre, estime qu'il faut avoir deux fers au feu. En même temps on tente la rue, en même temps on se prépare pour l'élection. Et, pourquoi pas, une transition. Ce sont les tenants de la fameuse

DTE. A ce niveau, on trouve l'Union nationale, son candidat Casimir Oye Mba et bon nombre des membres de l'USP. Enfin, il y a ceux pour qui il faut aller battre Ali Bongo Ondimba dans les urnes. Certes, on peut tenter la destitution, mais la logique du vote est inéluctable. C'est le clan Jean Ping. Guy Nzouba Ndama n'est pas loin de cette logique. Cependant, des voix se font entendre de plus en plus pour dire qu'il faut limiter le nombre de candidats, sinon tenter une candidature unique. Et, à ce sujet, la posture que vient d'adopter le candidat Raymond Ndong Sima, dans notre naïveté, nous paraît la bonne. Que propose-t-il ? : « La modification de la Constitution, qui a conduit à l'adoption d'un mode scrutin à un tour, justifie la stratégie de la multiplicité des candidatures que beaucoup d'électeurs ainsi que les observateurs de la vie politique gabonaise ont du mal à comprendre. Pourtant, elle est logique



L'opposition gabonaise à quitte ou double

parce que garante de la présence d'un ou de deux candidats solides sur la vraie ligne de départ de cette importante compétition. Il y avait, en effet, de bonnes et nombreuses raisons de craindre un coup tordu contre tel ou candidat qui aurait pu être disqualifié. La meilleure stratégie était bien que plusieurs personnes se présentent à la sélection de la Cénap et obtiennent la confirmation de leur candidature par la Cour Constitutionnelle.

C'est en réalité maintenant que la question doit se poser de savoir combien doivent rester en course et qui peut fédérer avec qui pour faire éclore une candidature de l'alternance. Les jours qui viennent seront déterminants. Mais, par dessus tout, parmi les candidats qui aspirent à l'alternance, le principal sera que chacun soit disposé à s'inscrire dans une logique de synthèse pour que soient

identifiées, le plus tôt possible, une ou deux candidatures qui porteraient l'espérance du changement ». Raymond Ndong Sima, comme on le voit, vient de tendre la perche aux autres candidats. Il faut donc l'urgence d'un ressaisissement des uns et des autres pour tenter un ultime rapprochement stratégique pouvant permettre d'amoindrir, sinon de rendre nulles

les tentatives de fraude d'Ali Bongo Ondimba. Cela suppose que, dès la semaine prochaine, les uns et les autres se parlent et mettent tout sur la table. Rien ne doit faire l'objet de tabou. On ne doit pas perdre de vue que la cause principale, celle du départ d'Ali Bongo du pouvoir, ne doit, à aucun moment, devenir la secondaire.

Raymond Ndong Sima a eu le mérite de tracer la boussole. Il revient aussi bien aux candidats qu'aux leaders de l'opposition, qui soutiennent des candidats dont tout le monde connaît l'aura, de se retrouver pour lancer le grand débat du départ d'Ali Bongo. Le peuple est là, en observateur. Les traîtres et ceux qui jouent double jeu seront démasqués et, le moment venu, ils risqueront de le payer au prix le plus fort. Personne ne doit s'amuser avec l'avenir du Gabon.